

# Lutte de classe

## Réflexion politique sur le n°33 de *Débat révolutionnaire* (NPA)

Les militants du NPA qui diffusent *Débat révolutionnaire* prennent position contre la rupture avec l'Union européenne. Extrait du n°33 du 23 juillet 2010 :

*"...le combat pour mettre un coup d'arrêt à la régression sociale posera comme une question cruciale l'attitude du mouvement ouvrier par rapport à l'Europe. Une rupture avec l'Europe de la finance et de la BCE sous la seule forme d'une sortie de l'euro et de l'Union européenne serait une impasse, sans avenir.*

*La rupture avec l'Europe de la finance c'est la perspective d'une Europe débarrassée de la dictature de l'oligarchie financière et du carcan des frontières nationales, une Europe des travailleurs et de la libre coopération entre les peuples. Seul le mouvement ouvrier, reconstruit sur des bases politiques d'indépendance de classe, est capable de construire cet avenir progressiste."*

Comment serait-il possible au prolétariat européen de "*mettre un coup d'arrêt à la régression sociale*" orchestrée par l'UE sans rompre avec cette institution fondée pour servir les intérêts des multinationales ? En se débarrassant de la "*dictature de l'oligarchie financière*" affirment-ils. Peuvent-ils nous citer un seul exemple qui démontrerait que l'UE n'est pas une institution tournée exclusivement contre les intérêts du prolétariat **depuis le Traité de Rome** ?

La Communauté du charbon et de l'acier qui marqua les débuts de l'UE se solda par la fermeture des mines et des hauts-fourneaux, la liquidation presque totale de la sidérurgie en France. Donc le caractère ultra réactionnaire de l'UE ne date pas d'hier où de la domination écrasante de l'aristocratie financière sur l'industrie que nous connaissons depuis plusieurs décennies, parce que l'industrie financière était déjà aux commandes en 1950, l'impérialisme stade suprême du capitalisme ne date pas des crises du capitalisme des dernières décennies, mais du début du XXe siècle.

Dès l'origine de l'UE on trouvait cette orientation du capitalisme qui tendait à privilégier la recherche du profit sous le contrôle des banquiers, disons que depuis le début des années 90 cette tendance s'est confirmée et s'est amplifiée au point de devenir la seule orientation possible pour les capitalistes les plus puissants qui dominent le capitalisme mondial, face à de nouveaux concurrents auxquels ils n'entendent pas céder du terrain, encore moins leurs places.

### **Parole, parole, parole...**

Pourquoi employer le futur quand il s'agit d'aborder la question de "*l'attitude du mouvement ouvrier par rapport à l'Europe*", parce qu'il ne faudrait pas avoir déjà engagé depuis longtemps "*le combat pour mettre un coup d'arrêt à la régression sociale*" orchestrée par l'UE ?

Par ailleurs, la rupture avec l'UE capitaliste ne doit pas se réduire à une rupture avec l'oligarchie financière que l'on pourrait traduire pas l'appropriation sociale sans rachat des banques, des assurances et des institutions financières, un Etat capitaliste peut très bien nationaliser banques et compagnies d'assurance sans que les rapports de production ne changent pour autant dans le pays pour les 99% de travailleurs restants, donc sans remettre en cause le régime capitaliste et sans toucher non plus aux institutions politiques en place.

Que l'appropriation sociale des banques s'accompagnent de leur contrôle par le prolétariat, c'est une nécessité, mais comment pourrait-on parvenir à une "*Europe des travailleurs*" sans que cette condition soit remplie, ce qu'admettent ces militants, mais sans nous dire comment ils comptent s'y prendre sur le plan politique pour aboutir à cet objectif, car c'est bien beau d'avancer la perspective d'"*une Europe des travailleurs*", faudrait-il encore pour y parvenir que le prolétariat de tous les pays de l'UE aient liquidé au préalable les institutions politiques et la Constitution qui gèrent de fait les rapports sociaux au sein du régime capitaliste et se portent garants du respect et de la survie de ce système économique dans leur pays respectif, dans le cas contraire, ce serait se fixer pour objectif de vivre mieux en régime capitaliste une fois

mis au pas l'aristocratie financière, qui peut croire une telle fable sachant à quel point les intérêts de l'aristocratie financière et des dirigeants des multinationales sont liés, imbriqués, pour ne pas dire qu'ils sont identiques.

Pourquoi la bourgeoisie au XVIIIe siècle a-t-elle été amenée à liquider le pouvoir politique de l'Ancien régime ? Pourquoi une révolution ? Parce qu'aussi longtemps que les représentants de l'Ancien régime conserveraient le pouvoir politique, il serait impossible à la classe aspirant à devenir la classe dominante de mettre en oeuvre une politique économique correspondant à ses propres intérêts, car elle entrerait forcément en contradiction ou conflit avec celle de la classe qui détient réellement le pouvoir.

Il me semble que ces camarades n'aient pas compris que la classe qui détient le pouvoir en dernière analyse est celle qui est maître des moyens de production, et que le pouvoir politique ne peut être que le reflet ou l'expression de ce pouvoir. Le pouvoir politique ne fait que traduire les rapports sociaux (de production) existant qui reposent sur la place qu'occupe chaque classe au sein de ces rapports (ou de la production), et il est impossible de briser ces rapports sans s'emparer du pouvoir politique qui est entre les mains de la classe qui tire profit de sa position dominante au sein de ces rapports.

Au-delà, ces militants n'ont pas compris les rapports qui existent entre le combat sur le terrain économique et sur le plan politique, le premier devant être subordonné au second, d'où leur incapacité à poser clairement la question de l'Etat et du pouvoir politique, ce qui se traduit par leur incapacité à proposer une issue politique à la crise du capitalisme.

Cette position des militants de *Débat révolutionnaire* qui se refusent à rompre avec l'Union européenne aurait-elle un rapport avec l'adhésion récente du Parti de gauche au Parti de la gauche européenne (PGE) qui légitime à la suite du PS et du PCF l'UE qu'il prétendait combattre ? Il faut dire qu'en échange le PG va être financé par l'UE, inutile de commenter ! Rappelons que ces partis s'engagent selon le règlement du Parlement européen et du Conseil de l'Europe à « *respecter, notamment dans son programme et par son action, les principes sur lesquels l'Union européenne est fondée* ».

Question : la position défendue par les militants de *Débat révolutionnaire* serait-elle l'annonce d'un tournant encore plus droitier de la direction du NPA dans la perspective d'un "*rassemblement de toute la gauche*" en vue des présidentielles de 2012 dans lequel le NPA compterait jouer un rôle, tous les partis composant ce "*rassemblement de toute la gauche*" devant partager la même position (fondamentale) sur l'UE, c'est-à-dire se soumettre à son joug dévastateur pour la classe ouvrière ?